

# Courrier aux candidats à la Présidence de la République

Paris le 22 mars 2017

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidat à la Présidence de la République. A ce titre, SYNERGIE-OFFICIERS, qui représente la moitié des Officiers de la Police Nationale, souhaite vous interpellier sur les grandes orientations qui sont les vôtres quant à la doctrine, l'organisation et la gestion de la sécurité de nos concitoyens.

Vous le savez, des milliers d'hommes et de femmes ont fait le choix de dédier leur vie à protéger celle des autres, à assurer la pérennité de nos institutions et la stabilité du socle républicain. Nos collègues ne ménagent pas leurs efforts malgré des conditions d'exercice en constante dégradation et la prégnance d'une menace terroriste de plus en plus lourde. Ce métier de passion et de conviction fait pourtant l'objet d'attaques, de suspicions et de stigmatisations toujours plus injustes et plus abjectes. Les interrogations sont fortes chez les policiers et particulièrement aiguës chez les Officiers.

Comme toute la Fonction Publique, la Police Nationale a fourni des efforts considérables pour adapter son action et son organisation à un nombre d'effectifs en constante variation et sollicitation et des budgets contraints face à une menace toujours plus complexe et protéiforme. SYNERGIE-OFFICIERS a déjà fait le constat alarmant du niveau de suffocation de nombreux services de Police.

## ***Quelle impulsion souhaitez-vous donner à la politique budgétaire de la sécurité intérieure ?***

Fidèle à sa réputation, le corps de commandement de la Police Nationale n'a eu de cesse de s'adapter aux exigences modernes d'une police proactive et cohérente. Ainsi, il s'est attelé au rapprochement initié avec la Gendarmerie Nationale et ce, en dépit de la réfraction d'une partie de la haute hiérarchie policière. Ces manœuvres ont eu pour effet de semer le trouble et la perplexité dans les rangs des policiers qui appellent pourtant de leurs vœux un rapprochement plus accentué. Pour notre organisation, il faut aller plus loin dans les synergies, la coordination opérationnelle, la complémentarité des pôles d'excellence et les mutualisations. Il est plus que jamais urgent d'affirmer une parité stricte de grade entre les cadres de la Police Nationale et de la Gendarmerie Nationale. Elle seule garantira une cohérence entre ces deux institutions et permettra le développement de passerelles efficaces jusqu'au plus haut niveau de responsabilités répondant ainsi au besoin d'un recrutement diversifié et performant réclamé de toutes parts.

## ***Etes-vous favorable à un rapprochement accru entre Police et Gendarmerie ?***

Les politiques publiques de sécurité se sont succédé depuis 20 ans sans cohérence et souvent autour d'un dénominateur commun qui consistait à abjurer l'intégralité des mesures mises en en et en s'affranchissant des dogmes pour privilégier le réalisme et l'efficience.

Le monde de la sécurité est à une période charnière où de nouveaux équilibres paraissent devoir se dessiner entre les différents acteurs, publics et privés de la sécurité. La Police Nationale, la Gendarmerie Nationale bien sûr mais aussi les polices municipales et les sociétés de sécurité privées doivent non seulement cohabiter mais surtout développer leur activité.

SYNERGIE-OFFICIERS plaide pour une logique de complémentarité. Néanmoins, les acteurs privés ou para régaliens ayant proliféré et vu leurs attributions s'étendre ces dernières années, il convient de redéfinir les lignes de partage et de sérier les domaines réservés de chacun.

***Quelle est votre acception d'une coproduction de sécurité impliquant la pluralité d'acteurs actuels ?***

***Etes-vous favorable à la création d'une filière sécurité regroupant tous les acteurs concernés : Police, Gendarmerie, Douane, Polices municipales, administration pénitentiaire, sécurité privée ?***

La territorialisation des services de Police est un autre enjeu majeur du redéploiement des forces de sécurité. SYNERGIE-OFFICIERS s'est clairement prononcé pour la réconciliation des notions d'autorité et de proximité. C'est une réforme territoriale, structurelle, organisationnelle et fonctionnelle qui doit être développée. La délinquance ayant fortement augmenté et profondément évolué au cours des trois dernières décennies, de nouveaux modes de présence, de surveillance, de dissuasion et d'intervention s'avèrent nécessaires. C'est sur cette base qu'est né le concept de police d'agglomération et de police des territoires imposant un redécoupage des zones de compétences Police / Gendarmerie et une réorganisation des services.

***Quel est pour vous le territoire dimensionnant pour l'exercice de l'action publique de la sécurité ?***

***Comment envisagez-vous la répartition des forces de l'ordre et leur coordination sur le territoire national ?***

Depuis plus de 30 ans, la situation de certains quartiers n'a cessé de se dégrader : incivilités, malveillances, violences urbaines, mise en coupe réglée, trafics de stupéfiants, extorsions, braquages, règlements de compte, assassinats, économie souterraine, dérive mafieuse, hybridation islamo-délinquante qui gangrènent des pans entiers du territoire et menacent la stabilité du pacte républicain. Trop longtemps, la culture de l'excuse, l'idéologie victimaire et le politiquement correct ont tenté d'occulter la réalité d'un mal qui métastase au fil des ans. Des bandes et groupes criminels et religieux se sont appropriés des zones entières où les policiers éprouvent les plus grandes difficultés à pénétrer.

***Quelles mesures envisagez-vous pour endiguer la sécession de centaines de quartiers pour lesquels l'ordre républicain relève désormais de la chimère au profit du caïdat et du radicalisme religieux ?***

L'empilement de contraintes procédurales nécrose le travail d'investigation tant il oblige à se concentrer sur la forme au détriment du fond. Le système français inquisitoire a tellement emprunté de manière erratique au système accusatoire anglo-saxon, qu'il est devenu incohérent et de résolution d'enquêtes.

C'est pourquoi nous plaidons depuis des années pour une dématérialisation des procédures déjà acquise dans de nombreux pays d'Europe.

***Envisagez-vous une réforme de la procédure pénale, dans quels délais et, le cas échéant, quels en seraient les principes fondateurs ?***

Le travail de la police n'a de sens que si la justice passe. A cet égard, une question centrale concerne la réponse pénale avec notamment la gestion des multiréitérants et récidivistes. Vous le savez, 5% des délinquants sont à l'origine de 50% de la criminalité. Ces chiffres sont insupportables pour nos concitoyens. Ils le sont tout autant pour ceux qui luttent au quotidien pour préserver la paix et la tranquillité publiques.

Les lois Taubira, les dizaines de milliers de peines non appliquées, des décisions ubuesques au mépris de la nuisance ou de la dangerosité de certains voyous ont développé un véritable sentiment d'impunité. Le concept fumeux de « taux de réponse pénale » recouvre tout et rien, de l'admonestation à la réclusion.

***Quelle vision portez-vous sur le système pénal français ?***

***Etes-vous prêt à étendre la capacité du parc carcéral afin de lever les réticences des magistrats, y compris les plus militants, d'emprisonner des individus nuisibles au pacte républicain tout en leur assurant des conditions de détentions humaines et décentes ?***

***Quelles sont vos propositions pour améliorer le traitement de la multiréitérance et de la récidive ?***

S'il est légitime que nos concitoyens sachent exactement ce que fait leur Police, SYNERGIE-OFFICIERS demande expressément à ce que la culture du chiffre soit abandonnée au profit d'une véritable culture du résultat afin que les seules motivations des policiers soient l'efficience et l'exécution d'un meilleur service public.

***Envisagez-vous de mesurer différemment l'activité des services pour basculer enfin vers une véritable culture du résultat, notion qualitative plus que quantitative ?***

Nous vous l'avons rappelé en début de courrier, la Police Nationale et particulièrement le corps des Officiers que nous représentons vivent des heures compliquées en terme d'organisation. La chaîne hiérarchique peine à trouver une cohérence dans un contexte de repli corporatiste stérile et archaïque. Contre le sens commun et le constat de tous du besoin de réforme en profondeur de la Police Nationale telle qu'elle est organisée aujourd'hui, une minorité conservatrice refuse de privilégier le bien public et l'amélioration du service public pour préserver quelques prébendes.

Le PRCC du 11 avril 2016 s'enclenche cette année. Il est urgent de décider d'un renouveau de l'organisation de la Police nationale. La confortation de l'aplomb de la hiérarchie passe par la création d'un grand corps unique de cadres, du lieutenant à l'inspecteur général.

En conséquence, les 8900 Officiers de la Police Nationale attendent un geste fort qui viendrait enfin saluer leur loyauté, leur engagement et leur professionnalisme sans faille envers une institution trop lente à intégrer les changements d'une société en perpétuelle évolution.

***Etes-vous favorable à une nouvelle réforme corps et carrières calquée sur le modèle de la gendarmerie où tout général a d'abord été lieutenant ?***

***Envisagez-vous la création d'un corps unique de cadres de la police nationale, de Lieutenant à Inspecteur Général, avec pour seul concours externe, l'accès au grade de lieutenant ? Si oui, dans quels délais ?***

Suite à l'assassinat de nos deux collègues, le Ministre de l'Intérieur a autorisé les policiers à porter en tous lieux et en tout temps leur arme de service. Ce premier pas positif reste insuffisant pour lutter contre cette menace terroriste rampante et protéiforme qui désormais n'hésite plus à frapper directement les représentants de l'ordre dans leur sphère privée.

Face à cette menace terroriste identifiée, qui peut survenir partout et très rapidement, seule la riposte immédiate compte. Or celle-ci n'est possible que si l'on multiplie le nombre des policiers armés discrètement et aguerris à l'usage, cela relève du simple bon sens. L'armement actuel est inadapté à un port discret en civil.

***Etes-vous favorable à la mise en œuvre d'une simplification des mesures visant à permettre l'armement des policiers avec des armes personnelles hors service ?***

Depuis trop longtemps, les violences à l'encontre des policiers se sont considérablement accrues. Radicalisation des délinquants et banalisation de l'usage des armes à feu rendent l'exercice quotidien de nos missions plus dangereux. Le nombre de policiers tués ou blessés dans l'exercice de leur fonction témoigne de l'intensité de l'engagement de nos collègues. Viennent s'ajouter des campagnes de dénigrement, d'insulte et de lynchage médiatique, qui contribuent largement à accroître le fossé qui sépare déjà les forces de l'ordre de certaines populations.

Les policiers sont certainement les fonctionnaires les plus contrôlés, ce qui renforce encore d'avantage leur exemplarité. En corollaire, ils ont particulièrement besoin d'être soutenus et défendus.

***Quelles sont vos propositions (bouclier juridique, politique de logement, traitement social...) pour offrir une réelle protection à ceux qui risquent leur vie au quotidien au service des autres ainsi qu'à leur famille?***

Vous comprendrez l'acuité particulière avec laquelle les Officiers de la Police Nationale que je représente examineront vos propositions que nous publierons in extenso, dans la tradition de neutralité républicaine qui fait partie des valeurs qui nous rassemblent. Vous l'aurez compris, nos collègues attendent beaucoup du futur chef d'un Etat qu'ils servent avec dévouement et loyauté.

Je vous prie, Madame, Monsieur, d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

**Patrice RIBEIRO**  
Secrétaire Général

**DESTINATAIRE**